Alternances électorales et nouvelle donne géopolitique

Olivier Dabène

▶ **To cite this version:**

Olivier Dabène. Alternances électorales et nouvelle donne géopolitique. Les Études du CERI, 2023, Amérique latine. L'Année politique 2022, n° 264-265, pp.5-9. 10.25647/etudesduceri.264-265.01 . hal-03967751

HAL Id: hal-03967751

https://sciencespo.hal.science/hal-03967751

Submitted on 1 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction
Alternances électorales et nouvelle donne géopolitique

Olivier Dabène

Les victoires électorales de Gustavo Petro (Colombie) et Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) ont conforté en 2022 un basculement progressiste de l'Amérique latine amorcé avec l'élection d'Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) au Mexique en 2018, puis confirmé par celles d'Alberto Fernández (Argentine, 2019), Luis Arce (Bolivie, 2020), Pedro Castillo (Pérou, 2021), Gabriel Boric (Chili, 2021) et Xiomara Castro (Honduras, 2021). En 2022, seuls l'Uruguay, le Paraguay, l'Equateur et deux des sept pays d'Amérique centrale[1] étaient gouvernés par des partis conservateurs. L'Amérique latine semble bien connaître une réplique du virage à gauche des années 2000, après un intermède conservateur de courte durée.

Le constat doit néanmoins être nuancé, pour deux raisons. Sur le plan programmatique, la gauche a changé, avec une plus grande attention portée aux questions de genre et au changement climatique. Plus important encore, les vainqueurs des élections semblent avoir bénéficié d'un rejet des sortants plus que d'une adhésion à leurs valeurs. Il est utile de rappeler à cet égard que les candidats d'opposition ont gagné quinze des dix-huit dernières élections présidentielles[2]. L'Amérique latine est donc entrée dans l'ère des alternances systématiques, alimentée par une polarisation de nature affective plus que programmatique. Dans ce contexte, il est peu probable que la gauche réédite son exploit des années 2000 quand elle gagnait plusieurs élections consécutives.

Il faudra toutefois tester la résilience des partis progressistes lorsqu'ils mettront en jeu leur mandat. Au Mexique, le Mouvement de régénération nationale (Morena) du président AMLO semble assuré d'emporter l'élection de 2024, mais ailleurs les exécutifs sont fragilisés (Pérou, Argentine). Au Chili, six mois après l'entrée en fonction du jeune président Boric, le projet de nouvelle Constitution qu'il soutenait a été écarté par près de 62 % des électeurs.

Les alternances répondent à des logiques diverses[3], mais elles trouvent leur origine dans l'insatisfaction des citoyens vis-à-vis des performances gouvernementales face au ralentissement des progrès sociaux depuis 2009. La pandémie de Covid-19 avait déjà creusé en 2020-2021 les inégalités et fait progresser la pauvreté. L'année 2022 a été marquée par l'impact de la guerre en Ukraine dans une Amérique latine qui se trouvait dans une phase de lente et timide récupération économique.

[1] Costa Rica et Guatemala. Le Nicaragua est un régime autoritaire et le Salvador est en passe de le devenir, après l'annonce par Nayib Bukele de sa candidature en 2024 alors que la Constitution l'interdit. Le Honduras, le Panama et Belize sont gouvernés par des partis généralement qualifiés de centre gauche.

[2] Les élections au Nicaragua (2021), au Venezuela (2018) et en Bolivie (2019) ne sont pas prises en compte pour cause d'irrégularités. Seules élections sans alternance entre 2018 et 2022 : Costa Rica (2018), Paraguay (2018) et Bolivie (2020).

[3] Voir O. Dabène (dir.), *Pendular Politics in Latin America*, Palgrave Macmillan, à paraître.

Cette nouvelle conjoncture critique n'est pourtant pas similaire à la précédente. La région est en effet particulièrement bien dotée pour tirer profit du boom des matières premières déclenché par la guerre. Elle est en mesure de se substituer à l'Ukraine pour de nombreux produits agricoles comme le blé, le maïs, le tournesol, le soja et la viande, et à la Russie pour le gaz et le pétrole.

Les pays du Marché commun du Sud (Mercosur) et le Chili (avec des cours du cuivre qui se sont envolés) s'annonçaient comme les bénéficiaires potentiels de la désorganisation du commerce international. A ce titre, le Brésil et le Mexique, mais aussi le Chili, le Pérou et la Colombie ont connu un afflux d'investissements étrangers dès le mois de mars 2022 qui a renchéri le dollar vis-à-vis des devises locales.

Cette situation n'est pas sans rappeler l'époque de la guerre de Corée (1950-1953). Mais contrairement aux années 1950, répondre à la demande mondiale en 2022 n'a pas été chose simple. Les activités extractivistes et l'augmentation des rendements agricoles ont en effet été critiquées par la « nouvelle » gauche pendant les campagnes électorales. Une fois aux affaires, certains gouvernements progressistes (Mexique, Colombie) ont été placés devant une contradiction qu'ils devront gérer : faut-il privilégier la hausse de la production de pétrole, et donc la croissance économique, ou faire évoluer la matrice énergétique, et donc engager une transition vers un modèle de développement respectueux de l'environnement ? En leur temps, Lula, Evo Morales et Rafael Correa avaient privilégié la première option. L'avenir dira si cette nouvelle génération abandonnera elle aussi ses principes.

En 2022, la région a eu par ailleurs d'autres priorités immédiates, car elle a dû faire face à une envolée de l'inflation causée par les prix des aliments et des carburants qui a pénalisé le pouvoir d'achat de la classe moyenne et plongé des millions de familles dans la pauvreté. Au-delà des réponses ponctuelles visant à assurer la fourniture d'aliments aux plus pauvres, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a recommandé des changements structurels pour mettre un terme à l'insécurité et à la dépendance alimentaire[4]. Là encore, les gouvernements progressistes seront mis à l'épreuve.

Cette inflation non contrôlée a grevé les bénéfices que la région aurait pu tirer du boom des matières premières. L'Argentine a été un cas emblématique. Le pays est entré en crise en 2022, malgré un boom des exportations de produits agricoles. Son taux d'inflation estimé s'élevait à 80 % pour 2022.

A l'inverse, le Venezuela a connu une croissance de 12,3 % au premier semestre, très insuffisante pour compenser la perte de 80 % du produit intérieur brut (PIB) enregistrée entre 2012 et 2022, mais assez forte pour alimenter les discours triomphalistes de Nicolás Maduro.

La Colombie, de son côté, a connu une reprise solide qui devrait faciliter la tâche du nouveau président Petro. Il lui reste à répartir équitablement les bénéfices de la relance et à ne pas laisser l'inflation saper les gains de pouvoir d'achat des plus démunis.

Au total, dans son rapport sur les répercussions de la guerre en Ukraine en Amérique latine paru en juin 2022[5], la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

[4] FAO, « The state of food security and nutrition in the world 2022 » : **www.fao.org/publications/sofi/2022/en/**

[5] Cepalc, « Repercusiones en América latina y el Caribe de la guerra en Ucrania : ¿ cómo enfrentar esta nueva

(Cepalc) prévoyait une croissance de 1,8 %, contre 6,3 % en 2021, et plaidait pour une relance collective. La conjoncture de crise devait permettre, selon elle, de construire des chaînes de valeur régionales susceptibles de limiter la dépendance des marchés mondiaux.

La relance du régionalisme n'a pas été uniquement défendue par la Cepalc ou la Corporation andine de développement (CAF) en 2022[6]. Elle a aussi été à l'agenda des forces progressistes qui ont gagné des élections en 2018-2022, à l'instar de Gabriel Boric au Chili qui y a consacré une part importante de son discours d'investiture.

> « Depuis ici, depuis ce continent, nous ferons des efforts pour que la voix du Sud soit à nouveau entendue fermement dans un monde en mutation. Les défis sont si nombreux, l'urgence climatique, les processus migratoires, la mondialisation économique, la crise énergétique, la violence permanente contre les femmes et la dissidence. Nous devons travailler ensemble avec nos peuples frères, comme nous en avons discuté aujourd'hui avec les présidents d'autres pays. Ne nous méprisons plus jamais les uns les autres, ne nous regardons plus jamais avec méfiance, travaillons ensemble en Amérique latine pour avancer ensemble[7]. »

Concernant le régionalisme, des forces politiques qui hier s'opposaient violemment ont fait preuve en 2022 d'un certain pragmatisme. Le président conservateur équatorien Guillermo Lasso, en visite officielle à Buenos Aires, a ainsi souhaité « reconstruire l'unité latino-américaine ». Même le « dossier » vénézuélien a avancé dans un sens qui pourrait favoriser la relance de l'intégration régionale, grâce à la normalisation des relations diplomatiques avec la Colombie et la reprise d'un dialogue avec les Etats-Unis au sujet du pétrole. Fort d'une reprise de la croissance et de ses réserves pétrolières, Nicolás Maduro a été le grand gagnant de la guerre en Ukraine en Amérique latine.

Le multilatéralisme latino-américain a donc commencé sa mue, sans que l'on en perçoive clairement les modes opératoires et l'agenda.

La Communauté des Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe (Celac) a été dynamisée par la volonté commune de l'Argentine et du Mexique de trouver un forum alternatif à l'Organisation d'Etats américains (OEA) historiquement dominée par les Etats-Unis, et de relancer le dialogue avec la Chine et l'Union européenne.

Les nouveaux gouvernements progressistes ont par ailleurs commencé à réfléchir à la façon de ressusciter l'Union des nations sudaméricaines (Unasur)[8], liquidée par les gouvernements conservateurs dans les années 2008-2011. L'Unasur incarnait un régionalisme « post-commercial » qui n'est plus d'actualité. Pour autant, le thème du libre-échange ne figurait pas non plus à l'agenda des discussions, sauf dans les pays « conservateurs », l'Uruguay et l'Equateur.

---

crisis ? », juin 2022 (**www.cepal.org/es/notas/menor-crecimiento-mayor-inflacion-aumento-la-pobreza-america-latina-caribe-como-enfrentar**).

[6] CAF-Banco de desarrollo de América latina, « Caminos para la integración. Facilitación del comercio, infraestructura y cadenas globales de valores », Reporte de economía y desarrollo 2021 (**https://scioteca.caf.com/handle/123456789/1823**).

[7] Gabriel Boric, Discours d'investiture, 11 mars 2022.

[8] En 2018, six pays ont suspendu leur adhésion puis se sont retirés de l'Union (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Paraguay et Pérou).

Pour l'heure, le courant progressiste a orchestré des rapprochements. A peine entré en fonction, le nouveau président colombien Gustavo Petro s'est rendu le 29 août au Pérou pour participer à un sommet de la Communauté andine de nations (CAN). Pour son premier voyage à l'étranger, il entendait délivrer un signal fort concernant son soutien à l'intégration et au président péruvien en grande difficulté. L'agenda évoqué dans son intervention comprenait la convocation d'un sommet des pays latino-américains et caribéens pour traiter du trafic de drogue, de la décarbonation de l'économie, de la protection de l'Amazonie et de l'industrialisation. Ces suggestions doivent se matérialiser en 2023, avec le retour du Brésil dans son rôle de leader régional.

La nouvelle configuration géopolitique émergente s'appuie sur des initiatives controversées qui relèvent de ce que certains qualifient de « non-alignement actif[9] ». La visite d'Alberto Fernández à Moscou le 3 février 2022 en a fourni un exemple. La volonté du président argentin d'ouvrir les portes aux investisseurs russes était malvenue à quelques semaines de l'invasion de l'Ukraine. Dans la même veine, la visite de Jair Bolsonaro à Moscou et à Budapest le 16 février a été durement critiquée dans les capitales occidentales, accentuant l'isolement du Brésil. Quelques jours plus tard, les réactions à l'invasion russe de l'Ukraine ont été diverses : de la condamnation ferme (Mexique, Chili) aux tergiversations (Argentine, Brésil) ou au soutien (Venezuela, Nicaragua, Bolivie). Enfin, en septembre, l'exhortation d'AMLO à l'arrêt des combats a été qualifiée par les Ukrainiens de « plan de paix russe ».

La préparation du neuvième Sommet des Amériques a révélé une Amérique latine mieux disposée à collaborer lorsqu'il s'agit de confronter la volonté des Etats-Unis de choisir les invités[10]. Le Mexique a pris la tête d'un groupe de pays exigeant l'implication de tous, y compris les « autoritaires » (Cuba, Venezuela, Nicaragua). Mettant sa présence dans la balance, AMLO n'est pas parvenu à convaincre. Les Etats-Unis, de leur côté, n'ont pas fait preuve de grandes ambitions. L'agenda du sommet « Construire un avenir durable, résilient et équitable » ne risquait de déplaire à personne. Les discussions parallèles ont par ailleurs essentiellement porté sur les préoccupations nord-américaines (migrations) et non sur les besoins de l'Amérique latine.

Il est vrai que tant les Etats-Unis que l'Amérique latine étaient accaparés par de lourds dossiers de politique intérieure. Le panorama politique de l'Amérique latine en 2022 a en effet été marqué par une forte polarisation vouant à l'échec toute tentative d'émergence d'une option électorale centriste (João Doria au Brésil, Sergio Fajardo en Colombie).

L'Equateur, le Panama et le Pérou ont connu des mouvements sociaux de grande ampleur, contraignant les gouvernements à compenser les baisses de pouvoir d'achat occasionnées par l'accélération de l'inflation.

En Argentine, l'opposition ouverte entre le président Alberto Fernández et sa vice-présidente Cristina Kirchner a paralysé l'action du gouvernement dans un climat délétère susceptible de déraper. La vice-présidente, impliquée dans des opérations illicites, a été victime d'une tentative d'assassinat.

[9] J. Fortin, J. Hein, C. Ominami (dir.), *El no alineamiento activo y América latina. Una doctrina para el nuevo siglo*, Santiago, Editorial Catalonia, 2021.

[10] Le neuvième Sommet des Amériques s'est tenu à Los Angeles du 6 au 10 juin 2022.

Au Pérou, le président Castillo a survécu à plusieurs tentatives de destitution parlementaire. Un certain fatalisme régnait quant à ses chances de terminer son mandat. Il a finalement été destitué le 7 décembre, après avoir tenté de dissoudre l'Assemblée.

En Colombie, au Mexique et en Equateur, les organisations mafieuses impliquées dans le trafic de drogue ont commis de actes de violence contre les populations. Le débat sur le « narco-terrorisme » et la façon de le combattre a été relancé, notamment au Mexique.

Là aussi, l'option d'une coopération plus étroite à l'échelle régionale a semblé s'imposer.

Au total, à l'instar de 2021, l'année 2022 se présente comme une conjoncture critique susceptible de susciter des changements durables. Un groupe de nouveaux présidents (au Chili et en Colombie notamment) peut montrer la voie. Leur échec ferait perdre le peu de crédibilité qu'il reste aux dirigeants démocratiquement élus. Le Venezuela sort par ailleurs grand vainqueur de cette année. Son rapprochement avec la Colombie et les Etats-Unis tranche un nœud gordien et ouvre des perspectives de consolidation d'une nouvelle donne géopolitique.

Le débat concernant la normalisation des relations diplomatiques n'est cependant pas clos. Un troisième rapport onusien[11] en trois ans a fait état de violations systématiques des droits de l'homme au Venezuela au moment où la frontière avec la Colombie était rouverte. Une coïncidence dont Gustavo Petro se serait bien passé.

[11] Conseil des droits humains des Nations unies, « A/HRC/51/43 : Informe de la misión internacional independiente de determinación de los hechos sobre la República Bolivariana de Venezuela », 20 septembre 2022 (**www.ohchr.org/es/hr-bodies/hrc/ffmv/report-ffmv-september2022**).

Pour citer ce chapitre : Olivier Dabène, « Introduction. Alternances électorales et nouvelle donne géopolitique », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 264-265, janvier 2023 [en ligne : **www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**].